

JOURNAL OFFICIEL

DE LA
REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
paraissant les lundi et jeudi de chaque semaine

ABONNEMENT	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENT ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays de la CAPVIRAO : voie ordinaire	22.000	42.000	Adresser les demandes d'abonnement au chef du Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan, BCEAO A 0085 0002.	La ligne décomposée en deux 8 de 42 lettres en signal : Interligne et Marges comprises 2.500 francs Pour chaque annonce répétée, la ligne 1.500 francs
voies aériennes	28.000	50.000		
étranger : voie ordinaire	23.000	45.000	Les abonnés étrangers de recevoir au dépôt sont priés d'ajouter à leur ordre le montant de l'affranchissement.	Il n'est tenu compte même de 10 lignes en pages moins de 20.000 francs pour les annonces.
voies aériennes	29.000	50.000		
autres pays : voie ordinaire	23.000	45.000	Les insertions au J.O.R.C.I. doivent parvenir au Service des Journaux officiels au plus tard le jeudi précédant la date de parution de « J.O. »	Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu en plus du prix du nombre les frais de timbre et de légalisation en vigueur.
voies aériennes	29.000	50.000		
Prix du nombre de l'année courante	1.000			
Au-delà de cinquante exemplaires	800			
Prix de nombre d'une année antérieure	1.300			
Prix de nombre légalisé	2.000			
Pour les tarifs par poste, affranchissement en plus.				

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

2021 ACTES PRESIDENTIELS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2020		
30 sept.	Décret n°2020-788 portant nomination de Mme LEFRY née AMATCHA Yoboussi Charlotte, directeur du Laboratoire national d'Appui au Développement agricole.	546
30 sept.	Décret n°2020-789 portant nomination de MAYINAN Marc-Olivier TOGBE, en qualité de directeur de l'établissement public à caractère administratif dénommé Institut national de Formation professionnelle agricole.	546
2021		
9 mars	Décret n°2021-130 portant promotion de M. AMANI Kwesiya Hyppolite Anderson, au grade A6 dans l'emploi de maître de Conférences.	546
9 mars	Décret n°2021-131 portant promotion de M. MIAN DEHI Boston, au grade A6 dans l'emploi de maître de Conférences.	547
9 mars	Décret n°2021-133 portant promotion de M. TEA ZEKOU Bastide, au grade A6 dans l'emploi de maître de Conférences.	547
9 mars	Décret n°2021-134 portant promotion de M. TOURE Abdoulaye, au grade A6 dans l'emploi de maître de Conférences.	548

2021 ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

2020		
11 juin	ARRETE n°0176/MEF/DGTCP/DA portant agrément de la société MARVEL ASSURANCES, SARL unipersonnelle au capital de 2 000 000 de F CFA entièrement libéré, inscrite au RCCM sous le numéro CS-ABF-2020-M01453.	548
11 juin	ARRETE n°0177/MEF/DGTCP/DA portant agrément de M. KOUAKOU Kouadio, en qualité de gérant de la société MARVEL ASSURANCES, SARL unipersonnelle.	549

MINISTERE DE LA CONSTRUCTION
DU LOGEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT
ET DE L'URBANISME

2015		
6 janvier	Arrêté n°15-0016/MCL/ADGUE/IDDUCDD-AS/veru accordé à M. DARWICHE AH, 26 BP 239 Abidjan 26, la concession définitive du lot n°2292 de l'ilot n°301 du lotissement « d'ABOUABOU DJIGBO KAMON », commune de Port-Bouët, titre foncier n°200-497 de la circonscription foncière de Port-Bouët.	549
6 janvier	Arrêté n°15-0018/MCL/ADGUE/IDDUCDD-AS/veru accordé à M. DARWICHE AH, 26 BP 239 Abidjan 26, la concession définitive du lot n°2300 de l'ilot n°301 du lotissement « d'ABOUABOU DJIGBO KAMON », commune de Port-Bouët, titre foncier n°200-480 de la circonscription foncière de Port-Bouët.	550

Le présent document a été rédigé de la cohabitation des statuts de la province, sous la loi VI, avec quatre sections et quatre articles. Ladite modification a été signifiée au directeur de la CNRCT, à la préfecture de la région de Cavally, au chef supérieur et au collège des députés Wé, à toutes les autorités traditionnelles de Cavally et au conseil régional de la CNRCT de Cavally, avec accusé de réception obtenu après le jour de la remise.

Abidjan, le 19 novembre 2020.

Joseph TAO TAIBOU OUMBOUNTERE,
secrétaire général et porte-parole
de la Province de Cavally.

RECEPISSE DE DECLARATION N° 184/PS-CAB DE L'ASSOCIATION BELGEUSE dénommée EGLISE DEHEMA CONGREGATION MARIE-GRALET, en abrégé "EHC/MG".

Le préfet de la région de la Niava, palés du département de Soudou, au terme de l'analyse de dossier effectuée par le commandant de la brigade de Commandement de Soudou sous le n° 001/4 du 7 novembre 2020, donne récépissé de déclaration à l'Eglise Dévota Congrégation Marie-Gralet dénommée comme suit, régie par la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations :

« EGLISE DEHEMA CONGREGATION MARIE-GRALET en abrégé E.H.C/M.G »

L'association religieuse dénommée "Eglise Dévota Congrégation Marie-Gralet, en abrégé « E.H.C/M.G », a pour objet :

- d'élever pour la patrie ;
- de tenir toutes les rencontres cultuelles, catéchiques, diaboliques, éducatives de formation et d'orientation dans une foi chrétienne.

L'association dénommée "Eglise Dévota Congrégation Marie-Gralet, en abrégé « E.H.C/M.G » est une association apolitique et à but non lucratif.

Siège : Kouyè BP de Grand-Zairé
Contact : 47 84 85 35
Président : M. SAHPO Akpa Aroual
Abidjan, le 17 novembre 2020.

KOUMASSI,
préfet des grades.

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION N°185/MSIDGAY/DAGINDYA

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, conformément à la loi n°60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations, donne récépissé de déclaration à l'association dénommée comme suit :

FONDATION GANDOUR

L'association dénommée « FONDATION GANDOUR » a pour objet d'encourager au développement, de contribuer au développement de l'élevé humain et à son épanouissement dans toutes ses dimensions physiques, sociales, psychiques et autres, au moyen d'activités concertées à but humanitaire visant à assurer la prise en charge tant au niveau social que sanitaire des populations dans la nécessité.

Siège social: Abidjan-Vopougan, Zone Industrielle, au sein de la société "NOUVELLE PARFUMERIE GANDOUR COTE D'IVOIRE (NPGCI)".

Adresse : BP 4387 Abidjan 01.
Président : M. EL GHANDOUR MAHMOUD.
Abidjan, le 27 avril 2021.

POUCELIER et FLOU,
le directeur de Cabinet,
Bureau 07/04,
préfet des grades.

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION N°186/PS-BOUAKÉ

Le préfet de la région de Gbôklé, palés du département de Bouaké, conformément d'une part, à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations et d'autre part, aux instructions contenues dans la circulaire n° 190/INT/ST/AG, en date du 1^{er} juillet 1969 de M. le Ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, relative à la déclaration des associations de type villageois ou communal, donne récépissé de déclaration à l'association dénommée comme suit :

« FONDATION LES MEMOIRES DE LA VILLE DE BOUAKÉ »

L'association dénommée « FONDATION LES MEMOIRES DE LA VILLE DE BOUAKÉ » a pour objet de :

- promouvoir l'histoire de la ville de Bouaké, à travers ses peuples, ses coutumes, ses grands personnages et ses grands événements ;
- célébrer la part glorieuse de la ville de Bouaké pour promouvoir la croissance culturelle, sportive, socio-économique, technologique et sociale de la ville ;
- promouvoir dans la ville de Bouaké, les valeurs de paix, de tolérance, de citoyenneté, d'éthique publique, de respect et de cohésion sociale.

Siège : Bouaké au quartier Aïa-Franco ;
Adresse / tél : 07 87 86 49 00 / 09 87 21 14 87 / 81 43 11 48 86,
Président : M. COULIBALY Moumouna.

Bouaké, le 27 avril 2021.

TUO FOUA,
préfet des grades.

ARRÊTÉ N°186/INT/SGC/DC/COMSUDAF portant autorisation et financements de l'association culturelle dénommée « MINISTÈRE D'ACTION ET PAROLES DE JESUS-CHRIST (M.A.P-JC).

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu la Constitution ;

Vu le décret du 14 février 1922 réglementant la propagande confessionnelle ;

Vu le décret du 18 janvier 1939 portant institution, dans les colonies et pays de protectorat relevant de l'ensemble des Colonies, de conseils d'administration des missions religieuses ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement de Transition ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attribution des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-464 du 8 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Intérieur ;

Vu le dossier présenté par l'association culturelle dénommée « MINISTÈRE D'ACTION ET PAROLES DE JESUS-CHRIST (M.A.P-JC) » dont le siège est situé à Koumassi Bamblala, aux lois de la mairie, BP 3464 Abidjan 18 ;

Vu les conclusions de l'analyse de dossier objet du rapport n°2185/MSIDRG/C en date du 7 octobre 2008 de la direction des renseignements généraux de la Police nationale ;

Après visite du siège de l'association par la direction de la Vie sociale,

ARRÊTÉ :

DECRET n° 2007-828 du 31 décembre 2007 portant naturalisation.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 81-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne, telle que modifiée par la loi n° 72-852 du 21 décembre 1972 ;

Vu le décret n° 61-425 du 29 décembre 1961 portant application de la loi n° 81-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne ;

Vu la loi n° 2004-663 du 17 décembre 2004 portant dispositions spéciales en matière de naturalisation, telle que modifiée par les décisions n° 2005-04/PR du 15 juillet 2005 et n° 2005-10/PR du 29 août 2005 ;

Vu le décret n° 2006-76 du 31 mai 2006 portant modalités d'application de la loi n° 2004-663 du 17 décembre 2004 ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

x Vu la demande de naturalisation présentée par M. Abou KHEDOUH Hassan,

DECRETE :

Article premier. — M. Abou KHEDOUH Hassan, né le 28 mars 1973 à Abidjan, fils de KHEDOUH Habib Mohamed Abou et de SABBABH Selam, résidant à Abidjan, est naturalisé ivoirien.

Art. 2. — Le Gardien des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 31 décembre 2007. »

Léonard GRAGBO

**MINISTRE DE LA JEUNESSE, DU SPORT
ET DE LA SALUBRITE URBAINE**

ARRETE n° 81 MISSIUNUS du 9 novembre 2010 portant admission au test d'aptitude et d'entrée à l'Institut national de la Jeunesse et des Sports (INJS), au titre de l'année 2010, cycle de Formation au professorat de l'Education physique et sportive.

LE MINISTRE DE LA JEUNESSE, DU SPORT, ET DE LA SALUBRITE URBAINE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 80-1079 du 13 septembre 1980 fixant les règles générales relatives aux établissements publics nationaux et portant création de catégories d'établissements publics ;

Vu le décret n° 61-141 du 5 avril 1961 portant création et organisation de l'Institut national de la Jeunesse et des Sports (I.N.J.S.) ;

Vu le décret n° 79-887 du 24 octobre 1979 portant Statut particulier des Corps du personnel de la Jeunesse, de l'Education populaire et des Sports ;

Vu le décret n° 81-985 du 13 novembre 1981 érigeant l'Institut national de la Jeunesse et des Sports (INJS) en Etablissement public à caractère administratif (EPA) et fixant les règles d'organisation de cet établissement ;

Vu le décret n° 91-665 du 9 octobre 1991 déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Institut national de la Jeunesse et des Sports (I.N.J.S.) ;

Vu le décret n° 2010-32 du 4 mars 2010 portant composition du Gouvernement et nomination de ses membres, complétant et modifiant le décret n° 2010-28 du 23 février 2010 ;

Vu le décret n° 2010-42 du 25 mars 2010 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu la note n° 03543/MFPE/DGFP/DPCE du 15 octobre 2010 fixant le nombre de places aux concours directs à l'INJS ;

Vu le procès-verbal n° 1726 du 22 octobre 2010 portant admission définitive au test d'aptitude et d'entrée à l'INJS, cycle de formation au professorat de l'Education physique et sportive, au titre de l'année 2010,

ARRÊTE :

Article premier. — Sont déclarés définitivement admis aux épreuves pratiques et écrites du test d'aptitude et d'entrée à l'Institut national de la Jeunesse et des Sports (I.N.J.S.), cycle de formation au professorat de l'Education physique et sportive, les candidats dont les noms suivent, par ordre de mérite.

Ce sont :

DIAOUSSIE Kwabanan M'Bé Habib ;

MLAN OI Milan Simen ;

YAPO Yves Roland ;

KUYA Messan Venance Sosthène ;

KOKO Laure Sandrine ;

N'ZI Kouadio Prudence ;

ABE Yapo Quantin ;

AKE Akribé Elisabeth ;

KONAN Rachel Affroé Catharine ;

TOWA Wobé Benjamin ;

LAVRY N'Guessan Marie-Gisèle ;

BOMOUA Ely Jacques Arnaud ;

NAKI Gbahi Anick ;

GABE Fatou ;

TANGUY Cyr Saint Ormer ;

N'GUESSAN Mersonou Roger Williams ;

N'GUESSAN Konan Guy Patrick Michel ;

DOU Vianney Eudes ;

KOUADIO Eponen Ferdinand Jossé ;

ASSI Aka Jean-Jaurès ;

LOHOURI Mute Arnauld Lenniel ;

COULIB AL Y Simangnon Marian Yvonne ;

KOFFI Kouassi Junior Stanislas ;

KOFFI Kouamé Edouard ;

MOBBO Djoro Frédéric ;

LOW Marie Andréa Priscilla ;

N'GUESSAN Amsin Marie Laure ;

KOFFI Kan Innocent ;

KOUAMIEN Elyane ;

KONE Lanciné ;

BERTE Toucho Kouatoum ;

BAMBA Tchecoubé ;